

# **Rapport Annuel 2022**

## **Système des Nations**

### **Unies Tunisie**

## Table des matières

AVANT-PROPOS DU COORDINATEUR RESIDENT .....	4
EQUIPE DE PAYS DE L'ONU EN TUNISIE .....	6
PRINCIPAUX PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME DE DÉVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES DANS LE PAYS .....	7
CHAPITRE 1 : PRINCIPAUX AXES DE DEVELOPPEMENTS DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET REGIONAL.....	9
CHAPITRE 2 : SOUTIEN DU SYSTEME DE DEVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES AUX PRIORITES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT PAR LE BIAIS DU CADRE DE COOPERATION .....	12
2.1. APERÇU DES RESULTATS DU CADRE DE COOPERATION.....	12
2.2. PRIORITES, RESULTATS ET PRODUITS DU CADRE DE COOPERATION .....	13
2.3. SOUTIEN AUX PARTENARIATS ET AU FINANCEMENT DE L'AGENDA 2030 .....	38
2.4. RESULTATS DE L'ONU TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE : COHERENCE, EFFICACITE ET EFFICIENCE DES NATIONS UNIES .....	39
2.5. ÉVALUATIONS ET ENSEIGNEMENTS TIRES .....	40
2.6. APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES .....	42
CHAPITRE 3 : PRIORITES DE L'EQUIPE DE PAYS POUR L'ANNEE PROCHAINE .....	43



## AVANT-PROPOS DU COORDINATEUR RESIDENT

Au nom des Nations Unies, il me fait grand plaisir de présenter ce rapport qui offre un aperçu du soutien apporté par les agences des Nations Unies en Tunisie au cours de l'année 2022. Alors que nous continuons de travailler conjointement avec le gouvernement tunisien et les partenaires nationaux, ce rapport témoigne de notre engagement continu envers le développement durable, la stabilité et le bien-être de tous les Tunisiens.

L'année 2022 a été marquée par une collaboration renforcée entre les agences des Nations Unies et le gouvernement tunisien, ainsi qu'avec la société civile et le secteur privé. Cette synergie a permis de catalyser des initiatives novatrices visant à répondre aux défis complexes auxquels la Tunisie est confrontée étant donné le contexte international difficile. Des projets transversaux axés sur l'éducation, la santé, l'emploi des jeunes et la protection de l'environnement ont pu être lancés ou continués, témoignant ainsi de notre engagement envers l'Agenda 2030 et ses Objectifs de Développement Durable ainsi qu'aux priorités nationales.

L'année 2022 a également été marquée par la capacité d'adaptation et de réponse rapide des agences des Nations Unies face aux urgences émergentes. Que ce soit pour continuer à faire face à la crise sanitaire mondiale à travers le soutien au système de santé tunisien, ou pour répondre aux besoins identifiés suite à des situations d'urgence, notre appui à la Tunisie reste inébranlable. Nous avons œuvré avec nos partenaires à développer davantage la résilience notamment en faveur des groupes les plus vulnérables de la population, des femmes et des jeunes.

Dans ce cadre, une série d'initiatives novatrices visant à promouvoir l'inclusion sociale et à exploiter les nouvelles technologies pour le développement a été lancée. Des projets axés sur la transformation numérique, l'accès équitable aux opportunités économiques et la promotion des droits de l'homme ont été développés avec succès.

En conclusion, ce rapport reflète l'engagement continu des agences des Nations Unies en Tunisie et leur volonté de collaborer étroitement avec le gouvernement et les partenaires locaux pour réaliser une croissance durable, équitable et inclusive. Nous espérons pouvoir continuer ce travail conjoint et collaboratif en faveur du développement du pays et pour le bien des tunisiennes et tunisiens.



## EQUIPE DE PAYS DE L'ONU EN TUNISIE

L'équipe de pays des Nations Unies (UNCT) en Tunisie, sous la direction du Coordinateur Résident, regroupe les représentants de toutes les agences, fonds et programmes des Nations Unies ayant des opérations en Tunisie. L'UNCT est responsable de la coordination et la mise en œuvre du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF) 2021-2025, avec un comité de pilotage conjoint présidé par le Coordonnateur Résident des Nations Unies et le ministre des Affaires Etrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'Etranger. En 2022, l'équipe pays était constitué de 21 Agences résidentes et 4 Agences non-résidentes.

### Agences UN résidentes



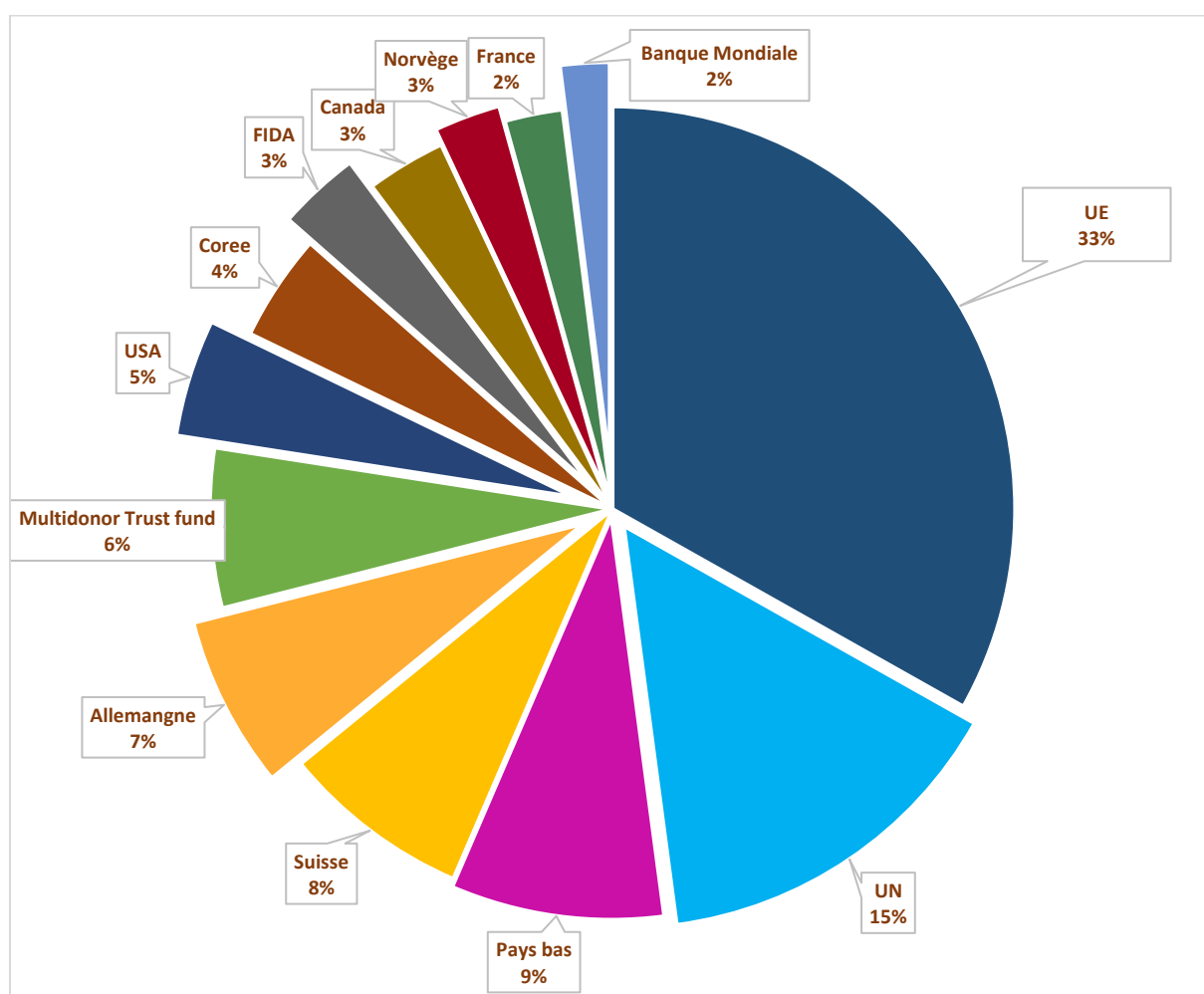
### Agences UN non-résidentes



## PRINCIPAUX PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME DE DÉVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES DANS LE PAYS

L'Equipe Pays tient à remercier tous les partenaires qui ont contribué à appuyer les efforts des agences onusiennes à accompagner la Tunisie dans son processus de développement et surtout à surmonter les impacts de la crise de la COVID-19 et des retombées de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Les principaux partenaires de développement des Nations unies en Tunisie sont le Gouvernement, les institutions financières internationales, les Gouvernements donateurs et les agences de développement, les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les institutions du secteur public.





## CHAPITRE 1 :

### PRINCIPAUX AXES DE DEVELOPPEMENTS DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET REGIONAL

Au cours de l'année 2022, la Tunisie a poursuivi sa transition politique conformément à la feuille de route adoptée par le Président en décembre 2021 et qui inclut un référendum pour une nouvelle constitution. En vue de préparer ce référendum, une consultation nationale en ligne a été organisée entre le mois de janvier et le mois de mars 2022 afin de sonder les Tunisiens sur les réformes institutionnelles et économiques à entreprendre. En juillet 2022, une nouvelle constitution a été adoptée suite au référendum avec une entrée en vigueur en août 2022.

Une nouvelle loi électorale est publiée le 15 septembre 2022. L'Assemblée des représentants du peuple est composée de 161 sièges pourvus pour cinq ans au scrutin uninominal majoritaire à deux tours dans autant de circonscriptions, dont 151 en Tunisie et 10 à l'étranger. La campagne électorale commence le 25 novembre. Elle s'achève le 13 décembre à l'étranger et le 15 décembre sur le territoire national, dates respectives après lesquelles commence le silence électoral. Les élections ont eu lieu le 17 décembre 2022 (entre le 15 et le 17 à l'étranger). Les résultats préliminaires sont annoncés le 20 décembre, et les résultats définitifs le 19 janvier 2023. Le second tour est alors fixé au 29 janvier.

Sur un autre plan, la Tunisie a persisté dans sa quête de développement durable en dépit des défis qui ont marqué à la fois l'échelle nationale et internationale durant l'année 2022. Bien que la reprise postpandémie ait été soutenue par un rebondissement du secteur touristique et de transport, les perturbations mondiales liées à la guerre en Ukraine ont entravé la progression vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Ces circonstances ont eu un effet immédiat sur le taux d'inflation qui a dépassé les 10% en décembre 2022<sup>1</sup>. La hausse des prix étroitement liée à la guerre en Ukraine a entraîné une flambée des prix des matières premières et en particulier des céréales ce qui a impacté le niveau du pouvoir d'achat. Parallèlement, des pénuries se sont multipliées dans les rayons pour de nombreux produits alimentaires de base en raison des troubles en matière d'approvisionnement à l'échelle mondiale.

---

1 <https://www.ins.tn/statistiques/90>

Par ailleurs, après une légère amélioration en 2021 avec un taux de croissance de 4,4%, l'économie du pays a connu un ralentissement affichant une croissance du PIB réel de 2,5 % en 2022. La pression sur le déficit budgétaire et les besoins de financement en Tunisie se sont poursuivis en 2022. Les subventions énergétiques sont passées, en effet, de 2,6 % à 5,3 % du PIB entre 2021 et 2022. Le déficit budgétaire a, cependant, légèrement diminué en pourcentage du PIB, passant de 7,6 % en 2021 à 6,6 % en 2022. Cette amélioration est due à une augmentation des recettes fiscales grâce à de nouvelles taxes et à une application plus stricte des réglementations.

C'est en raison de ces difficultés que le Gouvernement tunisien a poursuivi ses négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) pour bénéficier d'un nouveau prêt au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) d'une durée de 4 ans et pour un montant d'environ 1,9 milliard de dollars. Ces négociations ont été, cependant, suspendues et les réformes prévues dans l'accord font l'objet de nouvelles discussions entre les deux parties. Le programme présenté par les autorités tunisiennes avait pour but de réinstaurer la stabilité macroéconomique, d'améliorer les mécanismes de protection sociale et de promouvoir l'équité fiscale, tout en accélérant les réformes propices à une croissance inclusive et à la création d'emplois durables.

L'ensemble de ces mesures et réformes ont été publié, en décembre 2022, suite à la préparation d'un plan de développement (PND) 2023-2025, élaboré en collaboration avec les instances publiques et associatives.

## ***Evènements marquants de l'année 2022***

### ***TICAD 8***

La Tunisie a accueilli du 27 au 28 août 2022, la TICAD 8. Placées dans un contexte post Covid-19, les discussions au cours de cette Huitième Conférence se sont articulées autour de trois axes : (i) "Atteindre une croissance durable et inclusive avec une réduction des inégalités économiques", (ii) "Parvenir à une société durable et résiliente fondée sur la sécurité humaine", et (iii) "Construire une paix et une stabilité durables en soutenant les propres efforts de l'Afrique".

La participation de l'ONU a été très active dans le cadre de cet évènement. Outre le soutien apporté par le PNUD pour assurer l'organisation de cette rencontre de haut niveau, la Vice-Secrétaire Générale des Nations unies, Madame Amina Mohamed a pris part à ce forum international. A cette occasion, elle a exhorté les parties prenantes "à prendre collectivement des mesures plus ambitieuses pour faire face aux répercussions en chaîne des multiples crises qui affectent l'Afrique, et notamment de la pandémie de COVID-19, de la guerre en Ukraine, de l'urgence climatique et de la crise financière, des crises dont l'accumulation risque autrement de faire échouer les efforts déployés pour assurer un accès universel à l'énergie, garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, réaliser la transition vers les énergies

renouvelables et mobiliser les investissements indispensables pour sauver les objectifs de développement durable (ODD)”.



### ***Sommet de la Francophonie***

La Tunisie a accueilli les Chefs d'Etat et de gouvernements francophones à Djerba, les 19 et 20 novembre 2022, à l'occasion du XVIIIe Sommet de la Francophonie. Ce forum a placé les questions économiques et les défis de développement en priorité des discussions et des échanges. Ayant ainsi pour thème la promotion d'une « croissance partagée dans l'Espace francophone, les travaux de ce Forum ont été répartis en quatre parties :

- un panel d'ouverture sur l'émergence d'un espace de libre-échange francophone, levier de croissance et d'inclusion,
- une 1ère session plénière sur l'intégration des chaînes de valeurs et la densification des échanges dans l'espace francophone,
- une 2ème session plénière sur le financement de l'entreprise privée francophone : Vecteur de croissance partagée, de création d'emplois et d'innovation,
- une 3ème session principale sur l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans l'espace francophone à l'ère de la transition numérique.

## CHAPITRE 2 :

### SOUTIEN DU SYSTEME DE DEVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES AUX PRIORITES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT PAR LE BIAIS DU CADRE DE COOPERATION

#### 2.1. APERÇU DES RESULTATS DU CADRE DE COOPERATION

Le Système des nations unies (SNU) et le gouvernement tunisien ont signé en décembre 2020 le plan cadre des Nations unies pour le développement durable (UNSDCF) 2021-2025. Ce plan cadre énonce clairement la contribution du SNU aux priorités et aux stratégies nationales de développement du pays, en vue de la réalisation de l'Agenda 2030. Ce plan cadre définit également comment le SNU contribue de manière intégrée à la réalisation des ODD, en s'engageant à ne laisser personne de côté et à respecter les droits de l'homme, l'égalité des sexes, ainsi que d'autres normes et obligations internationales.

L'UNSDCF 2021-2025 joue un rôle crucial en tant qu'outil de responsabilité entre l'équipe des Nations Unies présente dans le pays et le gouvernement tunisien, ainsi qu'entre les membres de cette équipe, en travaillant de manière collective pour obtenir des résultats concrets en matière de développement et de réalisation de l'Agenda 2030.

Les avancements réalisés en 2022 concernant les priorités stratégiques et les résultats escomptés sont présentés en détail dans la section 2.2. Toutefois, étant donné la nature de la théorie de changement de l'UNSDCF 2021-2025, la contribution du SNU à travers l'appui à plusieurs initiatives stratégiques a réussi à tisser des liens entre ces priorités, favorisant ainsi une réponse cohérente aux défis auxquels fait face le pays.

## 2.2. PRIORITES, RESULTATS ET PRODUITS DU CADRE DE COOPERATION

### EFFET 1

#### Développement socio-économique de la Tunisie

*En 2025, les institutions, menant des politiques publiques performantes et tenant compte des risques en partenariat avec les acteurs économiques et sociaux, mettent les ressources du pays au service d'un développement socio-économique inclusif, durable, résilient et générateur d'emplois décents, particulièrement pour les plus vulnérables*



FAO – PNUD – UNICEF – ONUFEMMES – OIT – HCDH – FIDA – ITC

#### Appui pour mieux renseigner les politiques publiques en matière de développement

Le SNU soutient le Gouvernement tunisien à travers la mise à disposition d'évaluations et d'analyses thématiques et sectorielles qui lui permettent de mieux identifier les priorités, les opportunités et les moyens pour une meilleure allocation des ressources afin d'atteindre ses objectifs de développement.

#### La cartographie des investissements en faveur des ODD en Tunisie – SDG Investor map

Ce travail est réalisé par le Bureau de pays du Programme des Nations Unies pour le Développement en Tunisie en partenariat avec le Centre international pour le secteur privé dans le développement du Programme des Nations Unies pour le développement d'Istanbul (IICPSD). Il est le fruit de la collaboration de l'équipe du PNUD et de l'IICPSD avec le Gouvernement et plusieurs partenaires de développement, d'organisations de la société civile et du secteur privé.

Cette analyse, présentée en décembre 2022, a permis d'identifier 8 secteurs présentant un fort alignement entre les besoins de développement et les priorités politiques : infrastructure, alimentation et boissons, transports, soins de santé, ressources renouvelables et énergies alternatives, technologie et communications, services financiers et éducation qui à leurs tours présentent 18 domaines d'opportunités d'investissement.

Le SDG Investor Map permet aujourd'hui de répondre au gap d'absence de données et d'information permettant d'orienter les investissements privés vers les activités à impact pour le développement durable. Les informations offertes par la cartographie peuvent ainsi

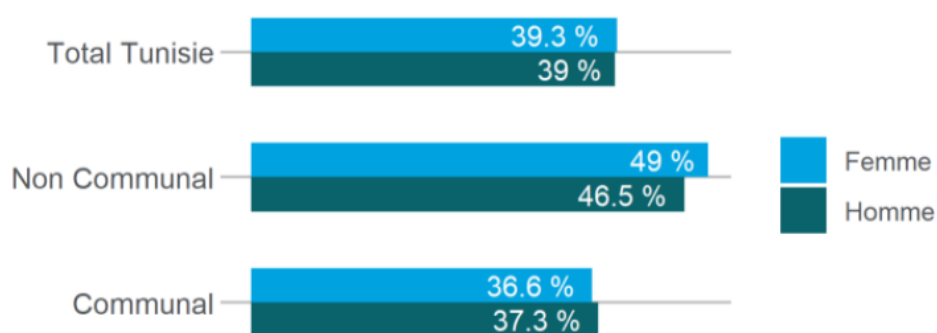
appuyer le secteur privé à investir dans des projets rentables, liant les priorités de développement nationales aux priorités de développement. Les investisseurs, nationaux ou internationaux, peuvent réaliser des choix éclairés, basés sur des données de marché fondées sur des preuves, et s'engager dans le développement durable de la Tunisie.

### La digitalisation au service du développement

Le gouvernement tunisien place la transformation digitale au cœur de ses priorités de développement national tout en évitant toute division numérique au sein de la société. Conscient que l'engagement de tous les acteurs de la société est essentiel pour prévenir une fracture numérique, le PNUD, en collaboration avec le ministère des Technologies de la Communication, a réalisé une étude intitulée "Indice d'inclusion numérique en Tunisie". Cette initiative, alignée avec le cadre de la stratégie Tunisie Digitale 2021-2025, vise à analyser l'état de l'inclusion numérique dans le pays tout en mettant particulièrement l'accent sur l'inclusion numérique et financière.

L'indice d'inclusion numérique, élaboré en prenant en compte les dimensions d'accès, d'aptitude et d'usage, constitue un outil essentiel pour identifier les facteurs matériels et immatériels qui contribuent à la fracture numérique dans chaque gouvernorat. Son objectif est de fournir des informations éclairées pour orienter les décisions en matière d'investissements et mettre en œuvre des politiques publiques axées sur l'amélioration de l'accès aux technologies, le développement des compétences numériques et l'utilisation efficace des outils numériques.

#### La proportion des sondés qui n'utilise pas internet, selon le milieu (Communal / Non-communal)



Source : Données sondage inclusion numérique 2022. Analyse Deloitte pour le PNUD et le MTC.

### Appui au système national des statistiques

Le soutien aux partenaires institutionnel pour le développement du système statistique en Tunisie a été l'objet d'un travail conjoint entre différentes agences onusiennes et a concerné trois volets :

### – La stratégie nationale de développement de la statistique

Le SNU a conjointement appuyé la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS). En septembre 2022, le Conseil national de la statistique (CNS) et l'Institut national de la statistique (INS), en collaboration avec le ministère de l'Économie et de la planification, avec l'appui du SNU, ont lancé les travaux de réflexion sur le développement de la SNDS pour élaborer le premier plan d'action de cette stratégie.

Lors de la préparation de la stratégie, une attention particulière a été portée à la dimension de genre. Un atelier dédié a été organisé afin de discuter des éléments essentiels à prendre en compte dans l'élaboration de cette stratégie tels que l'autonomisation économique des femmes, la violence à l'égard des femmes, l'éducation et la formation, la santé et la participation des femmes dans la prise de décisions.

### – RGPH-2024 : Appui aux capacités nationales en préparation du prochain recensement général de la population et de l'habitat basé sur les technologies modernes

Grâce au soutien technique et financier du UNFPA, l'INS a débuté les travaux préparatifs pour le prochain cycle du RGPH prévu en 2024. Dans ce cadre, une évaluation de la préparation institutionnelle a été entreprise afin d'apprécier la capacité d'intégration des technologies modernes, notamment l'utilisation de données spatiales et de méthodes de collecte de données numériques. Ces travaux ont permis d'éclairer l'élaboration du document de projet du RGPH, qui contient des orientations spécifiques pour l'intégration des technologies les plus modernes, ainsi qu'une feuille de route adaptée pour les différentes phases du recensement.

Par ailleurs, dans le contexte des défis migratoires auxquels la Tunisie est confrontée et l'importance d'une gouvernance adéquate des données sur la migration, l'OIM s'est engagée à renforcer et améliorer la composante migration dans le questionnaire du RGPH.

Les enquêtes et le recensement qui seront effectués par l'INS seront également renforcés par l'enquête à indicateurs multiples (Multiple Indicator Cluster Survey - MICS).

En décembre 2022, un protocole d'accord tripartite a été signé entre l'UNICEF, le Ministère de l'Économie et de la planification et l'INS pour le lancement de l'enquête en 2023.

### – Appui à la mise en œuvre du Recensement Général de l'Agriculture (RGA) et de l'inventaire forestier

Étant donné l'importance d'avoir des données statistiques fiables et précises dans le domaine de l'agriculture afin de guider les plans d'action agricoles et de favoriser les opportunités économiques, la FAO s'est engagée à appuyer le ministère de l'Agriculture à mettre en œuvre le Recensement Général de l'Agriculture (RGA). Ce recensement, appuyé financièrement par la Banque Mondiale, est d'une grande importance en matière d'actualisation des données relatives à l'agriculture, aux pêches et aux forêts en Tunisie.

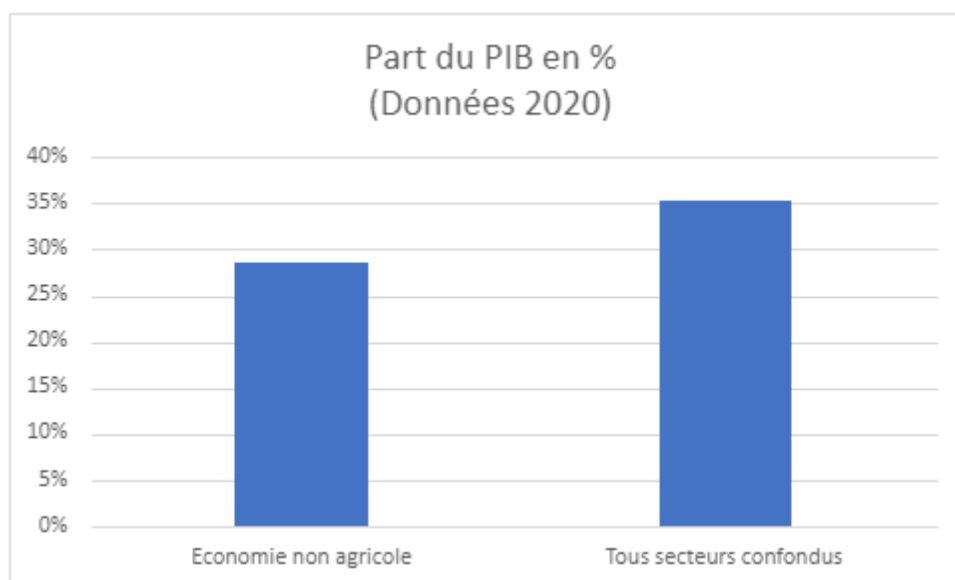
La phase préparatoire de terrain a été finalisée et a permis de recenser 740000 exploitations agricoles qui ont été géoréférencées pour faire l'objet d'une opération de collecte de données

de structure, économiques et sociales. Dans l'optique d'améliorer les opportunités économiques, la FAO a publié un document sur le système national de référence de l'occupation des sols pour la Tunisie qui constituera désormais la principale référence pour toutes les institutions nationales impliquées directement ou indirectement dans l'élaborations des cartes d'occupation de sol.

Des outils méthodologiques pour la mise en œuvre du RGA ont été élaborés et validés consistant en un manuel et des fiches de relevé de terrain pour la collecte des données, un guide des espèces forestières et pastorales, un plan master pour la collecte des données biophysiques pour l'inventaire forestier couvrant 7486 placettes ainsi qu'une liste validée des espèces inventoriées lors de la première phase du projet. Des outils numériques et une base de données pour la collecte, le stockage et la gestion des données ont été également développés.

### **Appui pour lutter contre l'économie informelle**

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ont présenté conjointement en décembre 2022 les résultats d'une étude<sup>2</sup> qui focalise sur l'étendue de l'économie informelle en Tunisie, tout en identifiant les facteurs qui sous-tendent les comportements informels. Cette étude a pour objectif d'éclairer les décideurs publics en apportant une estimation du poids de l'informalité dans l'économie, et en termes de potentiel fiscal et de contributions sociales manquées. Elle offre également des pistes de recommandations et un plan d'action pour accompagner la formalisation de l'économie.



Comme le montre ce graphique, le poids du secteur informel dans le PIB a représenté 35,2% (données 2020). Etant donnée les impacts de la pandémie de la COVID-19 et la guerre en

---

<sup>2</sup> [L'économie informelle en Tunisie | Programme De Développement Des Nations Unies \(undp.org\)](#)

Ukraine, cette part risque d'être plus élevée en 2022 en raison des difficultés socio-économique que la Tunisie a rencontrées. Cela est d'autant plus important s'agissant de l'emploi informel puisque l'étude estime qu'il atteint le niveau de 26,8% de la population active occupée. Ce taux est de loin beaucoup plus élevé parmi les jeunes de 15-19 ans et 20-24 ans puisque le taux atteint respectivement 81,4% et 46,5% pour chacun de ces groupes d'âge.

### **Renforcement de l'emploi des jeune et développement de l'économie sociale et solidaire**

Afin de contribuer aux efforts du Gouvernement pour assurer une meilleure insertion professionnelle des demandeurs d'emploi, le SNU a poursuivi ses efforts pour faciliter l'accès des jeunes à des formations professionnelles dans le but d'accroître leurs perspectives d'emploi et de revenus. En 2022, grâce aux interventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), un total de 2877 jeunes demandeurs d'emploi a bénéficié d'un parcours de renforcement des capacités en matière de soft skills. 360 jeunes demandeurs d'emploi ont bénéficié de programmes de formation en techniques de gestion des entreprises (outil GERME). Ces appuis ont également couvert les services publics de l'emploi à travers le renforcement de capacité de plus de 180 responsables de l'emploi afin d'améliorer la qualité des services destinés à favoriser l'employabilité des jeunes.

Par ailleurs, en soutien à diverses initiatives relevant de l'Économie sociale et solidaire (ESS), l'OIT a œuvré pour accompagner 22 organisations de l'ESS dirigées par des femmes. Dans ce cadre, afin de renforcer leur autonomisation, 60 femmes ont pu bénéficier d'une formation couvrant un large éventail de sujets pertinents pour l'ESS, tels que les valeurs sous-jacentes, la gouvernance collective, l'accès à la technologie, le leadership et la commercialisation, contribuant ainsi à l'objectif d'égalité des sexes (ODD 5) et de travail décent pour tous (ODD 8).

Dans l'objectif de contribuer à la création de nouvelles entités de l'ESS ou de consolider celles existantes, notamment celles impactées par la pandémie de la COVID-19, 100 projets ont été sélectionnés par l'OIT pour bénéficier d'un programme d'incubation ainsi que d'un soutien technique et financier permettant ainsi de promouvoir des formes durables de production et de consommation (ODD 12) et contribuant à la promotion de l'innovation et à la création d'emplois décents (ODD 9).

Par ailleurs, à travers différentes actions et initiatives pour promouvoir l'ESS, l'OIT a soutenu la création de 20 clubs d'ESS pour les jeunes dans les universités, rassemblant plus de 400 membres. Ces clubs devront jouer un rôle important dans la sensibilisation des jeunes aux valeurs, principes et opportunités offertes par l'ESS. Plusieurs formations ont été offertes permettant à 246 jeunes d'acquérir des compétences pour l'élaboration de plans de continuité et en matière d'éducation financière, de gouvernance et de commercialisation. De plus, étant donné les opportunités que le secteur agricole offre en matière d'ESS, l'OIT a offert une formation à 50 cadres de structures locales pour accompagner les entités de l'ESS et de 24 cadres du ministère de l'Agriculture sur le cadre juridique des coopératives agricoles.

Dans le cadre du travail conjoint et complémentaire des agences onusiennes pour promouvoir l'entrepreneuriat et l'initiative privée, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a offert un accompagnement au profit de 230 personnes vulnérables des régions du Sud du pays qui ont pu réintégrer le marché du travail après une période d'interruption due aux conséquences de la pandémie de Covid-19. Ces initiatives ont permis d'accompagner les bénéficiaires dans toutes les phases de création et de gestion de projets avec un impact significatif en créant des opportunités économiques plus inclusives en luttant contre l'informalité et en améliorant les conditions de vie du groupe cible.

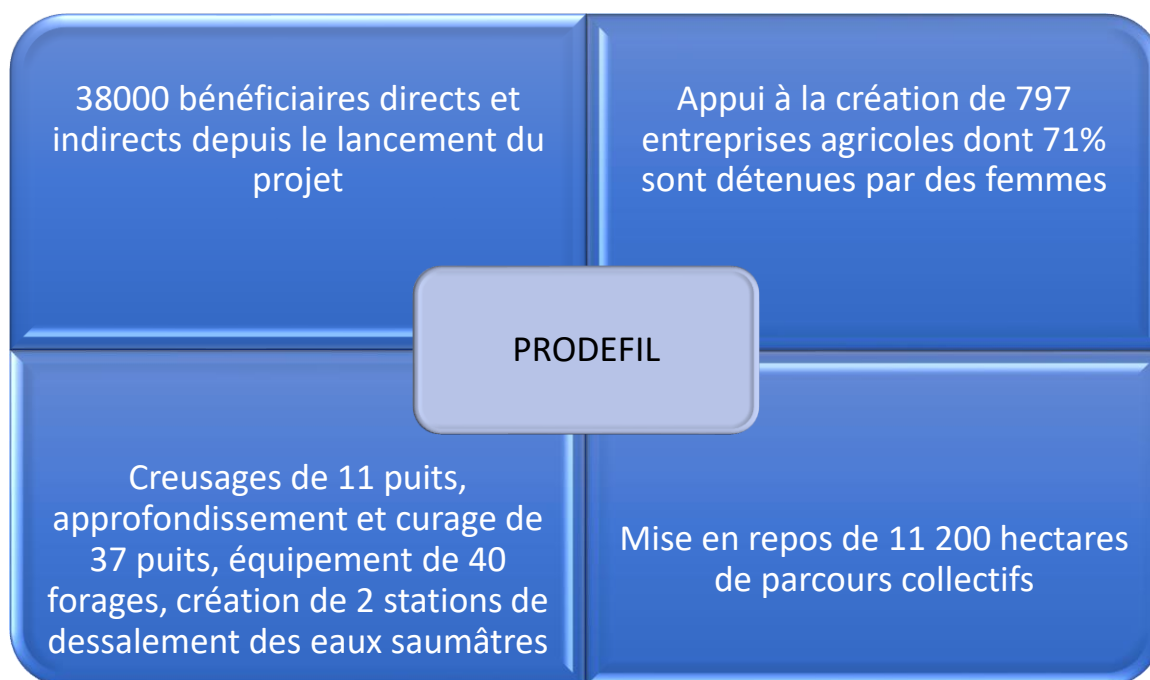
Mettant la technologie au profit de la promotion de l'entrepreneuriat, deux plateformes électroniques sont aujourd'hui disponibles afin de faciliter l'accès à l'information au entrepreneurs et chercheurs d'emplois. La première, MOUBADER, est un Portail de l'Entrepreneuriat, créé avec l'appui du SNU par le ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi, "donnant accès à toute information de nature à faciliter la création, le développement, et la pérennisation de la très petite, petite et moyenne entreprise. L'objectif étant de donner un élan au projet d'un entrepreneur, tout en l'informant sur les meilleures pratiques en relation avec l'entrepreneuriat. Ce portail est considéré comme la boussole de l'entrepreneur qui se propose de l'orienter vers les offres d'appui à même de l'aider à mener à bonne fin son projet".

La deuxième est une plateforme fruit d'un partenariat entre le Haut-Commissariat pour les Réfugiés et l'association TAMSS. Foras.tn (opportunités en arabe) est une plateforme de mise en relation intelligente et directe entre employeurs et chercheurs d'emploi, destinée aux réfugiés et demandeurs d'asile en Tunisie, sélectionnés sur la base de leurs profils et leurs compétences. Dans ce cadre, grâce à ce partenariat, 91 réfugiés et demandeurs d'asile ont obtenu un placement professionnel, entre autres dans les secteurs de l'hôtellerie, l'agriculture, l'alimentation, et l'industrie.

### **Le secteur agricole : un pilier du développement en Tunisie**

Grâce à un partenariat historique entre le ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydraulique en Tunisie et ses structures sous-tutelle, un travail conjoint au sein du SNU particulièrement appuyé par la FAO et le FIDA, a permis d'atteindre des résultats concrets en faveur du développement agricole et des populations rurales.

Dans ce cadre, renforçant son travail au niveau des régions, le FIDA a poursuivi son soutien aux actions de développement intégré (Projet PROFIDEL), visant à améliorer les conditions de vie de la population rurale vulnérable et à créer des opportunités d'emploi en renforçant la résilience des systèmes de production agropastoraux et en développant les filières associées. Dans cette perspective, grâce au projet PRODEFIL du FIDA, plus de 38 000 personnes ont bénéficié des services du projet, dépassant ainsi l'objectif initial de 20 000 personnes, dont 28% étaient des femmes (contre un objectif de 30%). Les jeunes et les femmes ont été les bénéficiaires privilégiés, notamment dans les activités économiques.



Dans la région de Siliana, grâce aux actions du projet PROFITS mis en place par le FIDA, la promotion des filières s'est concrétisée par la création de six plateformes filières locales, à savoir la viande rouge, le bovin laitier, la pomme, la figue, les produits forestiers non ligneux (PFNL) - miel et la cerise. De plus, le projet a permis la construction de 138 hectares de périmètres irrigués, le creusage et l'équipement de cinq forages, ainsi que la réalisation d'études portant sur 69 kilomètres de pistes, dont cinq kilomètres de travaux ont été achevés et 16,5 kilomètres ont été entamés. En ce qui concerne les ouvrages de conservation des eaux et des sols, le projet a réalisé 28 ouvrages de recharge et deux lacs collinaires, et les travaux de mise en place de périmètres d'épandage sur 1 000 hectares ont également débuté.

Dans un autre cadre, en partenariat avec l'Agence Tunisienne de Promotion de l'Investissement Agricole (APIA) et l'Institut National de Recherche Agronomique de Tunisie (INRAT), la FAO a appuyé le lancement "l'**Accélérateur Agri-hub**", projet déjà initié en 2021. Ce hub a pour objectif de soutenir des jeunes agro-entrepreneurs souhaitant investir dans le secteur de l'élevage ovin laitier et le secteur de l'huile d'olive dans le nord-ouest de la Tunisie, plus précisément dans le gouvernorat de Béja. Le programme a un double objectif. Tout d'abord, il renforcera la compétitivité des jeunes agro-entrepreneurs afin de pénétrer les marchés locaux et internationaux. Ensuite, il augmentera l'attrait des secteurs agroalimentaires sélectionnés, caractérisés actuellement par un fort potentiel d'investissement et de création d'emplois. De plus, une attention particulière est accordée aux projets d'investissement responsables, contribuant au développement territorial de la région et susceptibles d'avoir un impact positif sur les plans socio-économiques et environnementaux.



Mohamed Ali Gaidi mène ses moutons paître au crépuscule. C'est son moment préféré de la journée : il marche avec ses bêtes et les observe pour s'assurer qu'elles sont en bonne santé. Il rentre ensuite chez lui, dans la maison où il habite avec ses parents et sa sœur, dans un petit village de la région de Béja, dans le nord-ouest de la Tunisie. Ayant grandi en milieu rural, dans l'une des régions les plus pauvres du pays, il a développé une passion pour l'élevage de moutons : « C'est aussi naturel pour moi que de respirer », assure-t-il.

Cette passion n'est pas le fruit du hasard. Mohamed vient d'une longue lignée d'agriculteurs spécialisés dans l'élevage de brebis laitières pour la fabrication de fromages. Il a tout appris auprès de son grand-père, du soin des animaux aux meilleures recettes de fromages.

À la mort du grand-père, la famille n'a pas pu conserver le troupeau et a perdu subitement sa principale source de revenus. Cela a été très douloureux pour Mohamed mais, à 24 ans, il n'avait pas les moyens de racheter des bêtes.

Face à la pauvreté et à l'absence de perspectives, Mohamed a décidé de s'installer à Tunis, la capitale, pour travailler comme ouvrier du bâtiment. C'est là une décision que doivent prendre de nombreux

jeunes hommes et jeunes femmes vivant dans des zones rurales similaires. Beaucoup n'ont pas la possibilité de faire de bonnes études et d'avoir un emploi décent, et n'ont pas accès aux ressources et aux services de base. Partir pour la ville en quête de travail semble souvent la solution.

Mohamed a travaillé dur dans le bâtiment pour mettre de l'argent de côté. Après six ans passés dans la capitale, il est revenu dans son village pour réaliser son rêve : redémarrer l'élevage familial de brebis laitières et faire perdurer l'héritage de son grand-père.

À son retour, Mohamed a passé une certification relative à la fabrication de fromage et a acheté un troupeau pour pouvoir enfin commencer à produire son propre lait. Il a décidé de se concentrer sur l'élevage de moutons de race sicilo-sarde, typiques de la région où il vit. Cette race originaire du sud de l'Italie a été introduite en Tunisie au début du XXe siècle. Mais elle s'est affaiblie au fil du temps à cause de techniques d'élevage inadaptées. Aujourd'hui, elle est en voie de disparition car le nombre de troupeaux diminue régulièrement.

Mohamed sait combien il est important d'utiliser de bonnes techniques d'élevage pour sauver cette race. « Ma région a un patrimoine culturel et agricole qui est malheureusement sur le point de disparaître. Nous ne sommes plus que quelques-uns à le préserver », explique-t-il.

Son autre priorité est de maintenir la qualité de son lait, réputé. Il travaille en partenariat avec Fadi Hamzaoui, un ami d'enfance qui dirige une petite fabrique de fromage et un restaurant qui utilise des produits locaux.



Fadi est très proche de Mohamed. Il l'a toujours encouragé à progresser et à développer son activité. Il aide Mohamed à surmonter des difficultés quotidiennes, comme acheminer le lait à la fabrique. Dans la région de Béja, comme dans de nombreuses autres campagnes pauvres, les maisons isolées comme celle de Mohamed ne sont bien souvent pas reliées au réseau routier. Dans cette zone vallonnée, Mohamed transporte précautionneusement son lait sur un chemin à l'aide d'un âne. Mais chaque jour, Fadi l'attend à mi-chemin dans sa voiture.

Fadi a incité Mohamed à rejoindre avec lui le Pôle agri-accélérateur, une initiative lancée par la FAO avec l'Agence de promotion des investissements agricoles de la Tunisie et l'Institut national de la recherche agronomique, qui vise à aider des jeunes à créer de petites et moyennes entreprises respectueuses du développement durable grâce à des investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. Il s'agit de favoriser la préservation des ressources naturelles pour avoir un impact positif sur l'environnement et les moyens de subsistance des populations rurales, en privilégiant les personnes dans des situations difficiles.

Mohamed et Fadi, ainsi que plus d'une centaine de jeunes agri-entrepreneurs âgés de 18 à 40 ans, ont été formés à la conception et à la mise en œuvre de leurs projets. Dans

le cadre du sous-programme « Exploiter les instruments et produits de connaissance mondiaux », financé par le Mécanisme multidonateurs flexible de la FAO, le Pôle a aidé les jeunes investisseurs à affiner leur plan d'affaires grâce à un accompagnement personnalisé.

Dix-huit projets ont été sélectionnés pour recevoir un accompagnement pratique. Dix autres ont été sélectionnés pour recevoir un soutien matériel. Mohamed faisait partie des lauréats. Il a reçu du matériel pour sa production laitière afin de l'aider à mieux conserver et transporter le lait à la fabrique, dans le respect des normes de sécurité sanitaire les plus rigoureuses malgré le réseau routier limité.

La participation de Mohamed au Pôle l'a beaucoup aidé à améliorer son projet et à développer son entreprise. Il avait déjà des connaissances de base sur l'écologie et l'importance d'une nourriture saine, mais le programme lui a permis d'en apprendre davantage sur les pratiques agricoles respectueuses de la terre et de l'environnement.

Mohamed met en pratique ce qu'il a appris avec confiance. Il a mis au point sa propre recette pour nourrir les moutons en utilisant uniquement des ingrédients naturels. De plus, il a conçu un nouvel emballage pour ses fromages afin de remplacer le plastique par de la paille.

Du fait de sa réussite, d'autres jeunes le voient comme un exemple et viennent lui demander conseil. Il est toujours disposé à aider les autres en partageant ses connaissances et son expérience, car il sait que c'est un point essentiel au développement local.

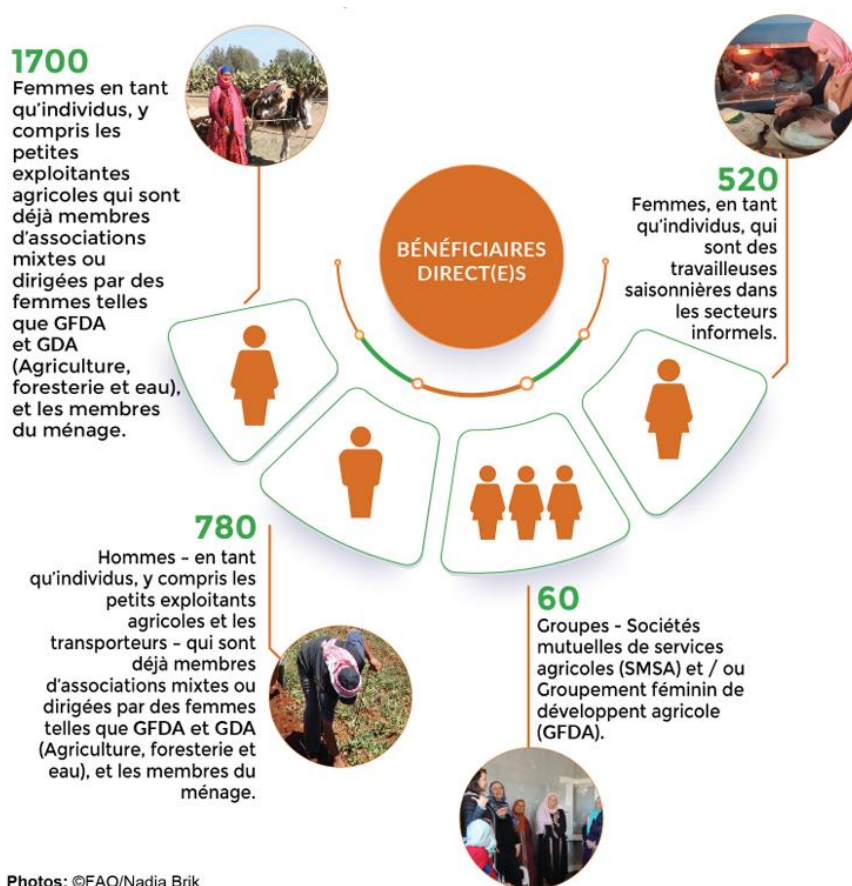
## Un nouveau projet conjoint en faveur de l'autonomisation économique des femmes rurales

Quatre agences onusiennes se sont associées pour mettre en place un projet conjoint qui sera mis en œuvre sur une durée de 5 ans. FAO, FIDA, PAM et ONU Femmes ont, en effet, lancé en 2022, un projet qui répond au besoin des bénéficiaires cibles, principalement les femmes rurales, dans les gouvernorats de Jendouba et Kairouan.

En tirant profit des avantages comparatifs de chacune des agences, l'objectif est de cibler à travers ce projet les femmes rurales, et à travers elles les ménages bénéficiaires, pour les appuyer à développer leurs activités et en conséquence leurs revenus.

Quatre résultats sont attendus de ce projet :

- appuyer les femmes rurales à améliorer la sécurité alimentaire dans leurs milieux respectifs à travers des systèmes alimentaires équitables et durables,
- contribuer à assurer une meilleure résilience des femmes rurales en améliorant leurs revenus, en créant plus d'opportunités d'emploi décent et en renforçant leur autonomie financière,
- renforcer le leadership des femmes rurales dans leur milieu y compris au niveau de leur ménages, des organisations professionnelles et de leurs communautés,
- renforcer les cadres juridiques et accompagner les politiques publiques et les institutions selon une approche sensible au genre.



## EFFET 2

### Institutions, Etat de droit et dialogue social

*En 2025, des institutions redevables soutenues par un cadre législatif harmonisé et des populations engagées garantissent le renforcement de l'état de droit, la protection des droits humains et la cohésion et justice sociales, particulièrement pour les plus vulnérables, conformément aux conventions et normes internationales et en complémentarité et interdépendance avec les efforts de développement inclusif et durable*



#### Prévention de l'extrémisme violent

Le SNU a continué à soutenir les efforts nationaux de prévention de l'extrémisme violent à travers l'accompagnement de la Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme (CNLCT). Cette assistance s'est focalisée sur trois domaines principaux : le développement organisationnel, l'engagement de la société civile et la production de connaissances basées sur des évidences pour les décideurs.

La CNLCT a bénéficié, à ce titre, de l'appui du PNUD pour définir une vision stratégique claire, rédiger un rapport annuel et établir un mécanisme de coordination avec les partenaires techniques et financiers de la Tunisie dans le domaine de la prévention de l'extrémisme violent.

Une collaboration tripartite entre la CNLCT, le ministère de l'Intérieur et le PNUD a conduit à la création d'un groupe de travail en charge de coordonner les efforts de prévention de l'extrémisme violent tout en adoptant une approche droits humains et en renforçant la confiance des citoyens envers les institutions.

En plus, un groupe de 48 points focaux, dont 50% sont des femmes, représentant les 24 gouvernorats de la Tunisie, a été sensibilisé par ONU Femmes à l'agenda de la SPM ainsi qu'à la sensibilité au genre dans le contexte de prévention de l'extrémisme violent.

Afin de renforcer l'engagement de la société civile, le PNUD a facilité des consultations entre la CNLCT et les acteurs de la société civile, visant à promouvoir une participation plus large et une appropriation sociétale des efforts de prévention de l'extrémisme violent. Ces consultations ont permis d'améliorer la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme et ont favorisé une approche plus inclusive et participative. Parallèlement, six nouveaux projets associatifs ont été identifiés dans les gouvernorats pilotes de Gabès, Médenine et Tataouine, axés sur la promotion de la cohésion sociale. Ces projets contribuent

à mettre en œuvre des actions en vue de renforcer les liens au sein de la société et à prévenir l'extrémisme violent.

Enfin, la collaboration entre la CNLCT et le ministère de l'Enseignement Supérieur a été renouvelée pour le financement d'un fonds de recherche dédié. Deux enquêtes approfondies sur la cohésion sociale à Gabès et Tataouine ont également été publiées, fournissant ainsi des informations importantes pour orienter les décisions et les actions de prévention de l'extrémisme violent.

### **Etat de Droit**

L'appui du SNU en faveur des Instances de lutte contre la traite des personnes, l'INLCTP et l'INLPT leur a permis de préparer leurs plans stratégiques 2023-2025 respectifs et de renforcer les services offerts aux bénéficiaires. En raison de la crise de la COVID-19, ces instances ont élargi leur champ d'action en intervenant dans d'autres lieux de privation de liberté.

Dans ce cadre, grâce à la collaboration de 5 associations et à 87 micro-projets, les victimes de traite des personnes et les personnes vulnérables à la traite, dont 80% de femmes et 83% de jeunes, dans les localités de Ben Guerdane, Fernana, Djerba, Tunis et Gabès, ont bénéficié d'un soutien psychologique et d'une réinsertion socio-économique.

### **Normes internationales du travail**

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) a continué de mener des actions visant à promouvoir les droits au travail en Tunisie. En 2022, les efforts en faveur des Normes internationales du Travail (NIT) se sont traduits par plusieurs activités significatives.

- En total, 20 cadres du ministère des Affaires sociales, 10 cadres de l'UGTT (Union générale tunisienne du travail) et 10 cadres de l'UTICA (Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat) ont été formés sur la méthodologie d'élaboration des rapports nationaux portant sur l'application des Normes internationales du travail.
- 40 juges prud'homaux ont renforcé leurs connaissances en matière des normes internationales du Travail et aux dispositions relatives à l'égalité de genre.
- De plus, l'OIT a renforcé les compétences de 50 conseillers prud'homaux représentant l'UTICA en matière de Normes internationales du Travail et de leur utilisation dans la jurisprudence tunisienne.

Le SNU a également plaidé en faveur de la ratification des conventions portant sur le Travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques (C189) et la violence et le harcèlement en milieu professionnel (C190), tout en menant des actions de sensibilisation à leur sujet. C'est dans ce cadre que le gouvernement tunisien a approuvé un contrat type pour les travailleurs domestiques.

Par ailleurs, plusieurs études ont été menées, dont une étude sur l'impact socio-économique de la ratification de la convention C155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, qui a été reconnue en juin 2022 comme convention fondamentale. Le SNU a, également apporté un

soutien technique à la Tunisie pour faciliter la mise en œuvre de la convention portant sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail (C187), ratifiée par le pays en mai 2021.

Enfin, en collaboration avec l'Institut Supérieur de Magistrature, le SNU a mis en place des outils en ligne pour faciliter l'accès aux Normes internationales du Travail pour les juges tunisiens.

### **Promotion des droits de l'homme, de l'éducation à la citoyenneté mondiale et l'éducation aux médias et à l'information dans le système éducatif**

Dans le but de renforcer la participation citoyenne en tant que levier du changement, garantissant une cohésion sociale durable et la construction d'un État transparent et responsable, le SNU s'est engagé à appuyer le système éducatif pour la promotion de l'éducation à la citoyenneté mondiale et de l'éducation aux médias et à l'information.

Deux guides de bonnes pratiques ont été créés par l'UNESCO, afin de développer des plans de formation, du matériel pédagogique et des programmes d'éducation aux droits de l'homme, à la citoyenneté mondiale (ECM) et aux médias et à l'information (EMI). L'un est destiné aux formateurs de la formation professionnelle, tandis que l'autre s'adresse aux animateurs d'associations travaillant dans les établissements scolaires. L'expérimentation et la validation de ces guides auront lieu en 2023.

En plus, pour garantir le renforcement des capacités du système éducatif dans la prévention de la violence et la promotion de la coexistence pacifique,

- Plus de 200 enseignants, inspecteurs du primaire, formateurs et ingénieurs de formation professionnelle ont été sensibilisés sur la problématique de la violence et de l'extrémisme violent dans les établissements éducatifs, ainsi que sur l'intégration de l'éducation à la citoyenneté mondiale et de l'éducation aux médias et à l'information dans les programmes et les contenus scolaires et de formation.
- Plus de 50 associations de la société civile intervenant dans les écoles, ont renforcé leurs compétences en matière d'intégration des thématiques de la coexistence pacifique dans les activités de la vie scolaire.

En collaboration avec le ministère de l'Enseignement Supérieur (Direction Générale de la Rénovation Universitaire) et dans le cadre de la licence "Éducation et Enseignement", un plan d'actions stratégiques a été établi pour la révision des syllabus de 7 modules de formation initiale des enseignants du primaire. D'autre part, un groupe d'organisations et d'associations de la société civile opérant dans les milieux universitaires ont été sélectionnés pour élaborer une stratégie d'actions visant à concevoir et à organiser des activités culturelles, sportives et novatrices aux profits des étudiants pour prévenir l'extrémisme violent.

### **Appui au dialogue social**

Dans un contexte socio-économique national fragile, l'OIT a continué à apporter son soutien au dialogue social et au renforcement de la protection sociale. À travers une collaboration étroite avec les partenaires sociaux tripartites, comprenant le Gouvernement, l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) et l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et

de l'Artisanat (UTICA), l'OIT a maintenu son rôle de catalyseur pour consolider les fondements d'un dialogue social solide, reconnu comme un outil essentiel pour mener à bien les réformes structurelles nécessaires.

Dans ce cadre, l'OIT a organisé une conférence tripartite de haut niveau, en octobre 2022, qui a abouti à la formulation de recommandations tripartites pour les réformes nationales nécessaires à stimuler le relèvement socioéconomique du pays. En novembre 2022, l'OIT a misé sur le renforcement des connaissances des partenaires sociaux sur les questions environnementales et leur participation au sein d'une 1<sup>ère</sup> délégation tripartite tunisienne aux travaux de la Cop 27.

L'appui au dialogue social a été étendu afin de soutenir l'élaboration du tout premier document de position de l'UGTT concernant la planification stratégique et la contribution aux cadres de coopération du SNU, en accord avec les priorités de l'OIT et de l'Agenda 2030. Ce processus a été initié en septembre 2022 et devrait être finalisé d'ici juin 2023.

## EFFET 3

### Santé, Education et Protection Sociale

*En 2025, les systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale sont résilients et assurent un accès équitable et des services de qualité, particulièrement pour les plus vulnérables, et un engagement effectif de la population*



#### Education et formation de qualité pour tous

Le SNU se positionne comme le principal partenaire du secteur de l'éducation, soutenant les efforts nationaux autour des réformes du système d'éducation et réinventant un avenir pour l'éducation en faisant un bond en avant des résultats d'apprentissage grâce à l'élaboration d'une stratégie visionnaire pour le secteur de l'éducation.

##### — Appui aux politiques publiques en matière d'éducation

L'un des domaines prioritaires d'action du SNU dans le secteur de l'éducation en 2022, était la finalisation de l'analyse sectorielle. Cette analyse s'inscrit dans le cadre de l'appui apporté par le Partenariat mondial de l'Education et l'UNICEF au ministère de l'Education pour l'approfondissement de l'analyse sectorielle et l'élaboration du plan stratégique. La validation de cette analyse en décembre 2022 par toutes les parties prenantes nationales et internationales est un signe de l'important progrès réalisé dans l'élaboration du nouveau plan stratégique sectoriel.

Cette analyse a permis de construire une vue d'ensemble du contexte sectoriel de l'éducation et d'examiner la gouvernance éducative, analyser les aspects financiers et de financement de l'éducation, ainsi que la qualité et l'équité du système en place. Les conclusions de cette analyse permettent de prendre des décisions éclairées et de mettre en place des mesures concrètes pour améliorer l'éducation en Tunisie, en garantissant un accès équitable à une éducation de qualité. Les travaux pour l'élaboration du plan stratégique national se poursuivront en 2023.

##### — Ecole deuxième chance

L'UNICEF continue son engagement actif aux côtés des autorités tunisiennes pour offrir une seconde chance aux adolescents qui ont abandonné prématurément leur parcours scolaire.

Dans cette optique, l'UNICEF travaille sur le développement de programmes nationaux de prévention et de réponse à l'abandon scolaire, visant à fournir une opportunité d'apprentissage et l'acquisition de compétences nécessaires à leur intégration dans le monde professionnel.

En décembre 2022, le travail entrepris a été officiellement entériné par décret présidentiel, marquant ainsi une avancée significative dans l'institutionnalisation progressive du programme. Cette mesure met en évidence l'engagement du gouvernement tunisien à élaborer un cadre national pour le programme de la deuxième chance. Grâce à ce décret présidentiel, le ministère de l'Éducation est habilité à accueillir des centres supplémentaires en fonction des besoins identifiés, démontrant ainsi la flexibilité et la volonté d'expansion du programme offrant aux jeunes décrocheurs un accompagnement soit pour une réinsertion dans les filières du système national de formation professionnelle soit une réintégration dans les filières éducatives.

Grâce au programme de la deuxième chance, un système d'éducation basé sur les compétences de vie, plus de 1 700 adolescents exclus du système scolaire ont bénéficié de cette initiative. Depuis son lancement en 2020, ce programme a pu bénéficier à un total de 2850 jeunes. Il est encourageant de constater que 50% d'entre eux ont réussi à retrouver le chemin de l'école, ont suivi une formation professionnelle ou ont accédé à un emploi.

Le programme s'étendant désormais à Kairouan après Tunis, le centre de deuxième chance de cette région, qui est l'une des plus défavorisées en Tunisie, a été officiellement remis au ministère à la suite des travaux de réhabilitation et à l'installation des équipements. Cette approche décentralisée vise à étendre les avantages du programme et à offrir de nouvelles opportunités aux jeunes de Kairouan.

### **Une protection sociale universelle favorisant l'inclusion et assurant l'égalité des chances**

Le SNU en Tunisie poursuit son soutien aux initiatives nationales visant à renforcer le socle national de la protection sociale, à maintenir les investissements dans le capital humain et à promouvoir des services sociaux de qualité, même en période de crises, tout en adhérant au principe fondamental de ne laisser personne à côté.

#### **— Pour une stratégie nationale multisectorielle des personnes âgées**

L'inclusion des personnes âgées est un aspect essentiel des Objectifs de développement durable (ODD) et une voie pour atteindre l'objectif transversal de "ne laisser personne de côté" (LNOB). Dans cet esprit, le ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Seniors s'est engagé en 2021, avec le soutien du UNFPA et du UNDP, à intégrer cette priorité dans sa planification stratégique à travers l'élaboration d'une stratégie nationale multisectorielle des personnes âgées pour la période 2022-2030. Fruit de plusieurs consultations multisectorielles inclusives, cette stratégie a été approuvée par un conseil ministériel en septembre 2022.

L'objectif de cette stratégie est de préserver les personnes âgées de la pauvreté et de la vulnérabilité, d'améliorer leur qualité de vie et de garantir leur droit à un environnement inclusif et respectueux, même en période de crises.

### – Pour des initiatives de protection de l'enfance

En outre, l'UNICEF a poursuivi son appui au Gouvernement Tunisien dans ses efforts d'investissement en capital humain, en mettant l'accent sur les enfants issus de familles vulnérables. Les allocations mensuelles pour l'enfance jouent un rôle essentiel dans la mise en place d'une protection sociale universelle, tandis que les mesures d'accompagnement associées renforcent l'équité, l'inclusion et la qualité des services sociaux.

Grâce aux efforts de plaidoyer, l'UNICEF en étroite collaboration avec le ministère des affaires sociales a pu maintenir son soutien aux enfants âgés de 0 à 5 ans issus de familles bénéficiaires du Programme national d'assistance sociale (Amen Social). Cette décision a été rendue possible grâce à l'appui financier de la Banque mondiale. Ce programme fait suite à une initiative lancée en 2020, destinée aux enfants de ce groupe d'âge, qui prévoyait une allocation mensuelle de 30 dinars par enfant. En janvier 2022, cette allocation est devenue permanente grâce à l'adoption du Décret présidentiel N°2022-8.

En 2022, l'UNICEF a aussi pris l'engagement de mobiliser des fonds auprès de l'USAID et de la KfW afin de garantir l'extension de l'allocation monétaire pour les enfants âgés de 6 à 18 ans provenant de familles nécessiteuses complétant ainsi les régimes de protection sociale existants au sein du programme AMEN Social.

Dans un premier temps, 114 000 enfants âgés de 6 à 18 ans, dont 52 % sont des filles, issus des familles les plus défavorisées, ont bénéficié d'une assistance financière pendant 6 mois. Cette mesure avait pour objectif d'atténuer les effets négatifs de la crise et de soutenir les familles dans les domaines de la nutrition, de la santé et de l'éducation de leurs enfants.

Afin de garantir la continuité des apprentissages scolaires malgré un contexte économique difficile, l'UNICEF a pris des mesures pour renforcer l'allocation de retour à l'école. En septembre 2022, cette allocation, a été doublé de 50 TND par enfant (environ 17 USD) pour faire bénéficier un total de 465 000 enfants âgés de 6 à 18 ans, dont 52% étaient des filles.

Pour la première fois, l'enregistrement des bénéficiaires a été largement automatisé grâce à l'interopérabilité entre la base de données Amen Social et les données de scolarisation du ministère de l'Éducation. Cette automatisation a permis d'éliminer le fardeau administratif pour les parents. En conséquence, 70 % des familles bénéficiaires ont reçu l'allocation de rentrée scolaire dès la première semaine de l'année scolaire, contrairement aux années précédentes où les transferts étaient effectués en novembre.

De plus, une allocation mensuelle d'invalidité de 20 TND a été accordée à 1 900 enfants, en plus de l'allocation pour enfant à charge de 30 TND. Cela marque un point de départ pour le développement de mesures supplémentaires répondant aux besoins des enfants handicapés.

### – Programme d'appui aux ministère des affaires sociales

Dans le cadre de l'établissement des socles de protection sociale, et dans le but de stimuler une réflexion critique et novatrice en mettant l'accent sur l'implication citoyenne dans le

développement et l'administration des systèmes de protection sociale, l'OIT et l'UNICEF ont travaillé ensemble pour mettre en œuvre l'outil "TRANSFORM" en Tunisie.

L'OIT s'est engagée activement à apporter un soutien technique à la mise en place de nouvelles politiques et de cadres législatifs visant à améliorer la gouvernance des régimes de sécurité sociale dans les secteurs public et privé. Dans le secteur public, cela s'est concrétisé par la mise en œuvre de la législation des comptes individuels en collaboration avec la CNRPS. Dans le secteur privé, des efforts ont été déployés pour promouvoir le régime complémentaire de retraite en partenariat avec la CNSS.

L'OIT s'est engagée dans une démarche continue de concertation avec les partenaires sociaux, tout en apportant un soutien technique, en vue de la mise en place d'un mécanisme d'assurance contre la perte d'emplois. Cette initiative s'est concrétisée par la réalisation d'une étude tripartite de faisabilité, ainsi que par la mise à jour de l'évaluation des coûts pour ce futur mécanisme. En outre, tout au long de l'année 2022, l'OIT s'est attelée à mettre en œuvre son approche de planification stratégique axée sur la conformité pour les services d'inspection du travail, tout en favorisant la promotion des nouvelles directives sur les principes généraux de l'inspection du travail adoptées par l'OIT cette même année.

Le UNDP s'est également intéressé au renforcement des systèmes de protection sociale. En 2022, en collaboration avec la Banque mondiale, le UNDP a entrepris des efforts visant à soutenir les systèmes de protection sociale en Tunisie en adoptant une approche axée sur la reconnaissance de la forte relation existante entre la protection sociale, les droits humains et la justice.

Durant l'année 2022, des travaux préparatoires ont été entretenus en vue du lancement du projet en 2023. Des consultations ont été menées avec des acteurs étatiques et de la société civile. Ces activités préparatoires ont abouti à la constitution d'une base de référence pour le projet qui inclut des évidences qualitatives et quantitatives nécessaires, ainsi que la mobilisation des partenaires nationaux concernés.

L'approche novatrice visant à rapprocher les deux systèmes de protection sociale et d'assistance juridique a suscité un vif intérêt de la part de divers acteurs. Parmi eux figuraient le ministère de la Justice, le ministère des Affaires Sociales, l'Ordre National des Avocats de Tunisie, le Tribunal Administratif, le ministère de la Femme, l'INPT et le CNLCT. Ces acteurs ont participé à des réunions individuelles et collectives de planification et de validation du document de projet conjoint PNUD/BM en juillet et décembre 2022.

#### — Personnes migrantes en situation de vulnérabilité

En 2022, le SNU a poursuivi son soutien aux différents acteurs institutionnels et non gouvernementaux afin de fournir des services de protection sociale et sanitaire accessibles, sûrs et opportuns, aux personnes migrantes en situation de vulnérabilité. Dans ce cadre, 1 437 personnes migrantes ont bénéficié de services en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR) ainsi que de lutte contre la violence basée sur le genre (VBG). De plus, plus de 30 000 personnes ont été sensibilisées aux droits, aux besoins et aux expériences des migrants en

Tunisie grâce à l'appui de l'UNFPA. Ces réalisations ont été rendues possibles grâce à une collaboration étroite avec les institutions travaillant dans le domaine des services de SSR, notamment l'Office National de la Famille et de la Population (ONFP), ainsi qu'au soutien direct de l'UNFPA à six (6) Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui gèrent neuf (9) centres de SSR et/ou de VBG, ainsi qu'à trois (3) équipes mobiles ciblant les populations migrantes les plus isolées et marginalisées.

Sous le même objectif, l'UNFPA a pris des mesures pour accroître la visibilité des expériences des femmes migrantes à la fois dans l'espace public et dans les médias, afin de sensibiliser les personnes migrantes et les communautés d'accueil en Tunisie sur l'importance de prévenir la violence fondée sur le genre et de garantir l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive. Pour ce faire, l'UNFPA a lancé une campagne médiatique et de sensibilisation d'envergure dans différentes régions du pays où résident des personnes migrantes. Cette campagne a englobé diverses activités telles que des foires mettant en valeur l'artisanat des femmes migrantes, des campagnes menées par des équipes mobiles, une campagne intensive et ciblée sur les réseaux sociaux, ainsi que des contes, entre autres. Les résultats ont été probants, avec une large couverture médiatique comprenant la publication de 31 articles dans la presse écrite, la télévision et la radio. De plus, grâce à l'écho médiatique, la campagne a atteint en ligne un total de 28 321 personnes, et son impact se poursuit.

### **Accès universel à la santé et poursuite de l'appui de lutte contre la covid-19**

#### **– Intégration de l'éducation complète à la sexualité (ECS) au système éducatif tunisien**

Afin d'autonomiser les jeunes tunisiens et leur fournir les connaissances et les compétences nécessaires pour prendre des décisions éclairées sur leur santé sexuelle et reproductive, le SNU s'est engagé, depuis 2017, à travers un soutien continu de la part de l'UNFPA pour la promotion de l'ECS à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des établissements d'enseignement.

En 2022, une étape cruciale a été franchie avec l'obtention de l'approbation du ministère de l'Éducation pour le lancement officiel de la phase pilote d'intégration de l'ECS dans les établissements scolaires. Cette décision a accéléré le processus d'intégration qui était en cours depuis 2017, et a permis la mise en place d'un plan de formation destiné aux enseignants de l'éducation de base.

Parallèlement, l'UNFPA a apporté son soutien à plusieurs initiatives de sensibilisation du grand public à l'approche de l'ECS. Cela comprend i) la diffusion d'une émission radio sur les droits sexuels et reproductifs, y compris l'ECS, sur les ondes d'Essaida FM, ii) le soutien de la troisième édition du Festival du Film sur la Santé en Tunisie, qui a consacré l'une de ses thématiques à l'ECS et iii) le lancement d'une campagne médiatique nationale sur les réseaux sociaux pour promouvoir l'application d'éducation sexuelle "Sexosanté".

### – Pilotage de la mise en œuvre d'un paquet essentiel de soins de santé maternelle et néonatale dans les services de SSR finalisé et à généraliser à l'échelle nationale

Pour garantir un accès équitable et de qualité aux soins essentiels pour les mères et les nouveau-nés à travers le pays, l'UNFPA a accompagné l'ONFP et la DSSB dans la conduite d'une phase pilote visant à tester, dans trois gouvernorats, la faisabilité et le processus de mise en œuvre d'un paquet essentiel de soins de santé maternelle et néonatale (SMNN).

Cette phase a permis par la suite l'élaboration des orientations pratiques en vue de la généralisation du paquet essentiel de soins de SMNN à l'échelle nationale. Dans l'objectif d'éclairer les décisions futures du ministère de la Santé, ces orientations, qui abordent les principaux défis rencontrés, les enseignements tirés et les recommandations clés de la phase pilote, seront discutées en 2023 avec la Direction générale de la santé

Par ailleurs, dans le cadre de la promotion d'un meilleur accès aux soins essentiels en SMNN, l'UNFPA a assuré une donation d'équipements médicaux tels que des appareils d'échographie doppler, des tables d'accouchement et des tables de réanimation des nouveau-nés pour les structures de santé à Kébili. Cette initiative vise à soutenir les efforts de la région pilote dans leur engagement à fournir des soins de qualité aux femmes enceintes et aux nouveau-nés.

Grâce à cette collaboration stratégique entre l'ONFP, la DSSB et l'UNFPA, la Tunisie progresse vers l'amélioration des services de santé maternelle et néonatale, en mettant en œuvre des initiatives concrètes.

L'appui de l'UNFPA a également ciblé une catégorie du cadre para médical dont le rôle est très important à savoir les sage-femmes. En collaboration avec l'Association Tunisienne des Sage-Femmes (ATSF) et en mobilisant les partenaires nationaux gouvernementaux et onusiens, ce travail conjoint a abouti à une avancée significative : la publication du "Référentiel des compétences de la Sage-Femme en Tunisie". Ce référentiel, basé sur celui validé en 2018 et s'appuyant sur les recommandations et les normes internationales en vigueur, vise à clarifier le champ d'exercice des sage-femmes. Il représente une réalisation historique pour la pratique des sage-femmes en Tunisie et constitue une étape supplémentaire vers la consolidation de leur rôle dans les services de SSR du pays.

### – Lutte contre le COVID-19

En 2022, le SNU a joué un rôle crucial dans la lutte contre la pandémie de COVID-19 en Tunisie, en soutenant activement les initiatives de vaccination et en renforçant les capacités nationales de prévention et de traitement. En étroite collaboration avec l'OMS, l'UNICEF a livré 1,8 million de doses supplémentaires de vaccins dans le cadre des initiatives COVAX et AVAT.

L'UNICEF a également renforcé les capacités des radios communautaires en leur fournissant formation et équipement. Par ailleurs, en collaboration avec les scouts, l'UNICEF a soutenu une campagne de sensibilisation communautaire axée sur les gestes barrières, la vaccination contre la COVID-19 et les messages sur le changement climatique.

En matière d'approvisionnement en oxygène, le SNU a contribué à la planification du système d'oxygène en soutenant le ministère de la Santé dans l'achèvement d'un inventaire des capacités existantes, en vue d'élaborer une stratégie nationale pour 2023. De plus, l'UNICEF a financé l'achat et l'installation de deux générateurs d'oxygène dans des hôpitaux publics dans des régions défavorisées, ainsi que du matériel médical pour le diagnostic et le traitement des patients atteints de COVID-19, y compris la COVID-19 longue, pour une valeur totale de 6,3 millions de dollars.

Concernant la vaccination, considérée comme la pierre angulaire du programme de santé en Tunisie, le SNU a travaillé en étroite collaboration avec le ministère de la Santé pour améliorer progressivement la chaîne nationale du froid pour la COVID-19 et la vaccination systématique. Cela a inclus l'achat de 1 066 réfrigérateurs préqualifiés par l'OMS, de 27 congélateurs et de 3 congélateurs ultra-froids à -80°C, ainsi que d'outils de surveillance de la température à distance et d'étiquettes de réfrigérateur.

## EFFET 4

### Gestion des ressources, changement climatique et résilience face aux crises et aux risques climatiques

*En 2025, l'ensemble des acteurs engagés assurent une gestion équitable, transparente et durable des ressources naturelles, des écosystèmes et territoires, en améliorent la résilience/adaptation ainsi que celle des populations, notamment les plus vulnérables, face aux crises et aux risques climatiques*



#### Améliorer les capacités d'analyse et des normes WASH

Dans le but de soutenir les initiatives du gouvernement tunisien dans la prévention et le contrôle des épidémies, en particulier la COVID-19, à travers tout le pays, et d'obtenir des données actualisées pour atteindre les objectifs des ODD, une évaluation nationale a été lancée en 2021 en collaboration avec trois ministères clés : l'Éducation, la Femme, la Famille, l'Enfance et les Personnes âgées, ainsi que la Santé. Cette évaluation avait pour objectif d'évaluer la situation des services essentiels liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.

La portée de l'évaluation WASH a englobé 4 817 écoles, 4 008 écoles maternelles et 1 930 établissements de soins de santé. Pour valider les résultats et assurer l'appropriation de ces derniers par chaque ministère, trois ateliers de validation ont été organisés en 2022, avec la participation des points focaux centraux et régionaux, ainsi que d'autres parties prenantes concernées. Cette évaluation WASH servira de base pour la révision ou l'élaboration de plans d'action et de mécanismes de gestion visant à renforcer l'accès universel, durable et équitable aux services de base WASH dans les écoles, les établissements préscolaires et les établissements de soins de santé de base.

#### La mise en œuvre de la Contribution Déterminée au niveau National

Le programme d'accélération de la mise en œuvre de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) en Tunisie pour la période 2021-2025 a donné lieu à une collaboration entre le PNUD, le ministère de l'Environnement et l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie (ANME). Suite à la mise à jour de la CDN en octobre 2021, plusieurs actions ont été entreprises pour renforcer la gouvernance climatique, mobiliser les financements et promouvoir la transparence, tout en soutenant les objectifs mondiaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre. En étroite concertation avec les partenaires, des études ont été lancées pour élaborer une feuille de route et un plan d'action destinés à la mise en œuvre de la CDN révisée en Tunisie. Parallèlement, une mise à jour de la simulation énergétique et climatique a été

entreprise, avec pour ambition d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. De plus, une évaluation approfondie des impacts énergétiques, climatiques et socio-économiques a été réalisée pour le pays.

Une attention particulière a également été portée au rôle essentiel du secteur privé et des institutions financières dans la mise en œuvre de la CDN révisée. Ainsi, un programme d'appui a été mis en place pour favoriser la mobilisation des investissements publics et privés, et pour développer une feuille de route visant à accroître l'engagement du secteur privé. En parallèle, une étude a été initiée pour élaborer une stratégie de lutte contre la précarité énergétique en Tunisie, alignée sur la vision et les objectifs de la stratégie énergétique 2035. Ces initiatives globales visent à jeter les bases nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques et énergétiques du pays, tout en favorisant une transition vers un modèle économique résilient, durable et équitable.

### **La transition énergétique et inventaire des émissions des GES pour le BUR**

Pour relever les défis énergétiques auxquels la Tunisie est confrontée, le SNU s'est engagé à soutenir le gouvernement dans ses efforts visant à mettre en place une stratégie de transition énergétique. Cette stratégie repose sur le renforcement de l'efficacité énergétique et la promotion à grande échelle des énergies renouvelables, en particulier dans le secteur de l'énergie. Le PNUD apporte son soutien au ministère de l'Industrie et au secteur de l'énergie, pour mettre à jour sa stratégie à l'horizon 2035. En octobre 2022, un événement de validation technique a été organisé avec la participation des différents partenaires concernés.

La stratégie validée a pour objectif d'augmenter le taux d'intégration des énergies renouvelables dans le mix électrique, passant de 30% à 35% d'ici 2030 et à 50% d'ici 2035. Cette transition pourrait générer plus de 70 000 emplois directs et indirects grâce à des mesures d'efficacité énergétique et à l'utilisation des énergies renouvelables. Afin d'améliorer l'efficacité de cette action climatique, il est essentiel de disposer d'une bonne connaissance des sources d'émissions de gaz à effet de serre et des vulnérabilités. C'est pourquoi le PNUD a accompagné la Tunisie dans la préparation de son troisième Rapport biennal actualisé pour la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Ce rapport met à jour l'inventaire des gaz à effet de serre de la Tunisie pour la période 2010-2021, permettant ainsi de comprendre les niveaux d'émissions et d'évaluer les progrès réalisés par rapport aux objectifs fixés.

### **La gestion de déchets**

Dans un autre cadre, étant donné le challenge que cela présente dans certaines régions en particulier le PNUD s'est engagé pour améliorer la gestion des déchets et promouvoir la transition énergétique dans la région de Djerba. Dans ce contexte, une action pilote a été lancée en collaboration avec les communes de Djerba, le ministère de l'Environnement, l'ANME et l'ANGED, en se basant sur les priorités du plan climat de Djerba. L'objectif principal de cette initiative conjointe était d'améliorer la gestion et la valorisation des déchets

ménagers dans la commune de Houmt Essouk. Pour atteindre cet objectif, quatre actions clés ont été mises en place.

Tout d'abord, un dispositif de tri sélectif des déchets a été mis en place au Quartier Taourit, avec 52 points de collecte sélective. Ensuite, des mesures de renforcement des capacités et un appui technique ont été apportés aux petits collecteurs de déchets recyclables de la commune. Parallèlement, la création d'une déchetterie a été initiée pour faciliter la gestion des déchets. De plus, une étude de faisabilité a été lancée afin d'évaluer la possibilité de traiter les déchets ménagers par biométhanisation.

À la fin de l'année 2022, le dispositif de tri sélectif était opérationnel et plus de 20 petits collecteurs avaient bénéficié de formations et d'appui technique pour soutenir les efforts de la commune dans la gestion et la valorisation des déchets. Une étude d'impacts sur l'environnement a été élaborée pour la déchetterie et soumise à l'ANPE pour avis avant le début des travaux. Parallèlement, l'étude de faisabilité a été entamée et a permis d'identifier les principaux gisements de déchets organiques valorisables par biométhanisation.

### **Préparation à la réponse aux crises humanitaires : COVID-19**

Pour faire face aux situations de crises, l'UNICEF a ciblé davantage ses efforts sur le renforcement des standards de prévention et de contrôle des infections (IPC)/WASH.

Le SNU a apporté un soutien précieux en renforçant les normes de prévention et de contrôle des infections (IPC)/WASH, en réalisant des réparations sommaires et en installant des stations de lavage des mains dans les écoles. Cette initiative a bénéficié à un grand nombre d'enfants, favorisant ainsi l'adoption de pratiques d'hygiène et réduisant les risques sanitaires, notamment pendant la pandémie de COVID-19. Au total, 172 écoles ont été ciblées, touchant ainsi plus de 53 000 enfants.

En outre, 55 centres de santé (28000 bénéficiaires) ont été équipés d'installations durables de lavage des mains, qui joueront un rôle crucial dans la prévention de la propagation des infections. Avec le soutien de l'UNICEF et de l'OMS, le ministère de la Santé a mis à jour les outils et supports de communication destinés en priorité aux structures de première ligne, notamment les Centres de Santé de Base (CSB) et leur personnel médical, afin de renforcer leurs connaissances en matière de prévention et de contrôle des infections.

Les 2 176 centres de soins de santé primaires ont tous bénéficié de kits IPC comprenant des équipements de test de la qualité de l'eau ainsi que des réservoirs de trempage. Il est crucial de respecter les bonnes pratiques en matière de protection individuelle, de nettoyage, de désinfection et de stérilisation du matériel médical réutilisable afin de prévenir la transmission d'infections parmi les professionnels de santé, les auxiliaires de santé, les patients et leurs accompagnants.

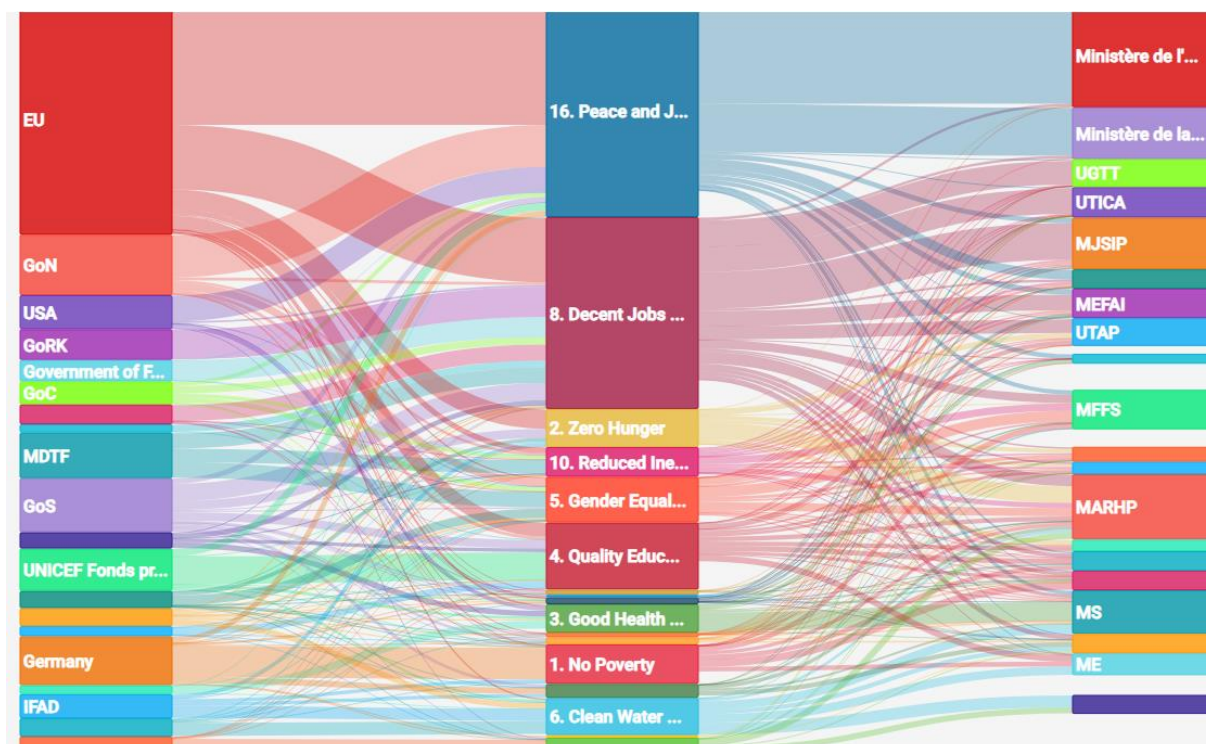
Dans le même objectif de sensibilisation, il a été procédé à la distribution de 150 000 affiches et de 300 000 dépliants sur l'importance de l'hygiène des mains dans les 6 103 écoles du pays, contribuant ainsi à une rentrée scolaire plus sécurisée dans le contexte de la COVID-19. En

outre, dans le cadre des préparatifs aux situations d'urgence, l'UNICEF a apporté son soutien à la numérisation des entrepôts de l'UTSS, une organisation locale essentielle qui répond aux besoins des populations les plus vulnérables dans les situations de développement et d'urgence.

L'approche adoptée par le laboratoire des maladies transmissibles et des substances biologiquement actives en Tunisie, qui consiste à analyser les eaux usées pour détecter la présence du COVID-19, est plus axée sur la recherche que sur les tests individuels. Plutôt que de se limiter à des tests ponctuels sur des individus, cette approche permet d'obtenir des informations plus larges sur la circulation du virus au sein d'une communauté. En surveillant régulièrement les échantillons d'eaux usées, le laboratoire peut suivre les tendances et les variations de la présence du virus, ce qui est extrêmement utile pour évaluer la situation épidémiologique et prendre des mesures préventives et de contrôle appropriées. En utilisant cette approche plus axée sur la recherche, le laboratoire contribue à une meilleure compréhension de la propagation du COVID-19 et à une réponse plus efficace dans la lutte contre la pandémie.

## 2.3. SOUTIEN AUX PARTENARIATS ET AU FINANCEMENT DE L'AGENDA 2030

### Mettre en relation les investissements, les partenaires et les ODD



Comme le montre la figure précédente, les partenaires de la Tunisie ont continué à contribuer au financement des projets et programmes soutenus par le SNU en 2022 en travaillant davantage sur les priorités nationales dont l'emploi (ODD 8) a pris plus d'importance.

Par ailleurs, faisant suite à la préparation du plan de développement 2023-2025 par le Gouvernement, un travail de coordination a été engagé avec le Ministère de l'Economie et de la Planification afin de s'assurer de l'alignement du plan avec l'Agenda 2030, d'une part, et de la programmation annuelles du SNU avec les priorités nationales, d'autre part.

D'un autre côté, le BCR a continué à développer des partenariats stratégiques afin d'appuyer les actions des agences. Dans ce cadre, deux nouveaux accords ont été signé en 2022 :

- Un partenariat avec l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) a été établi dans le but de l'appuyer pour la formation de ses cadres et le développement d'outils innovants ainsi que la modernisation des différents programmes de formation et services d'accompagnements offerts à l'attention des cadres de l'administration et des institutions publiques en vue d'y intégrer l'Agenda 2030 et ses objectifs de développement durable. Ce partenariat a aussi pour objectif de créer des espaces d'échange, de débat et de réflexion pluridisciplinaires pour le développement, la coopération ainsi que la promotion d'un engagement de l'ENA envers les enjeux touchant le développement durable. À la suite de ce partenariat un nombre d'actions a été engagé dont un atelier de réflexion stratégique entre l'UNCT et la direction

générale de l'ENA ainsi que ses différents départements. Pour donner suite à cet atelier, un plan d'action détaillé a été préparé et soumis à l'approbation de l'UNCT. Une formation ayant pour objectif l'accompagnement de l'ENA dans son processus de planification stratégique a aussi été pilotée par le BCR en vue de connecter les futures politiques publiques avec les défis et les cadres mondiaux.

- Un accord de partenariat a été, également, signé avec L'organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (l'ALECSO) afin de renforcer la coopération et les échanges d'expériences entre les deux parties dans leurs domaines respectifs et renforcer ainsi leur rôle dans les défis éducatifs, culturels, scientifiques et économiques. Ce partenariat a aussi pour objectif d'améliorer la communication entre l'ALECSO et les agences des Nations Unies en Tunisie. Un premier symposium conjoint autour des Politiques et visions dans le domaine de l'éducation numérique a été piloté par le BCR avec la participation de l'UNCT, des partenaires financiers ainsi que des experts de la région arabe. Les recommandations issues de ce symposium ont été transmises au Ministère de l'Education afin de s'inspirer des meilleures pratiques dans les pays de la région et de créer des synergies avec les Ministères des pays membres de l'ALECSO.

## **2.4. RESULTATS DE L'ONU TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE : COHERENCE, EFFICACITE ET EFFICIENCE DES NATIONS UNIES**

### **Protection contre l'exploitation et les abus sexuels PSEA**

L'équipe de pays des Nations Unies en Tunisie continue de progresser vers la réalisation de son engagement institutionnel en matière d'égalité des sexes, de droits de l'homme et de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA). La Tunisie continue d'avoir une coordination, une responsabilisation et une analyse solides en matière de genre et de droits de l'homme par le biais de son groupe de « Task Force ». Ce groupe s'emploie à améliorer la communication et à sensibiliser le personnel à la PSEA en établissant un programme d'information annuel. Des formations pour les membres du personnel et le personnel de sécurité et de maintenance ont été programmées pour se mettre en place pour l'année 2023. Les agences ont été demandées de mettre à jour leur base de données sur les personnes qui ont été victimes d'abus et d'exploitation sexuelle. Une communication a été diffusée sur l'existence du groupe de travail et la politique de « tolérance zéro », rassurant tous les membres du personnel que chaque demande sera prise au sérieux et suivie avec rigueur.

### **Gender mainstreaming de l'UNCT**

L'équipe de pays des Nations Unies en Tunisie a renforcé sa responsabilité en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes (GEWE) grâce à l'élaboration et au suivi de la fiche d'évaluation de l'égalité des sexes (GES), ainsi qu'au plan d'action pour l'égalité des sexes (SWAP). Une auto-évaluation participative des pratiques d'intégration de l'égalité des sexes au niveau des pays de l'ONU a été menée pour l'élaboration d'un plan d'action GES pour l'UNCT-SWAP, visant à améliorer la coordination de la GEWE dans la mise en œuvre du

UNSDCF. Cette évaluation a conduit à l'élaboration d'un plan d'action GES pour l'UNCT-SWAP. Ce plan d'action constitue un point de départ pour répondre aux conclusions de l'évaluation globale de l'UNCT-SWAP. Pour mener à bien cet exercice, l'IAAT (Inter-Agency Assessment Team) a été divisée en cinq sous-groupes comprenant des représentants des agences des Nations unies suivantes : FAO, OIM, OIT, HCDH, RCO, PNUD, FNUAP, HCR, UNICEF, UNESCO, UNOPS, ONU Femmes, PAM et ONUDI. L'ensemble de l'exercice a été mené de manière participative, favorisant le dialogue interne et l'appropriation des résultats.

### **Communication**

Un programme conjoint a été organisé, regroupant plus de 16 entités onusiennes établies en Tunisie pour participer au salon international du livre de Tunis du 11 au 21 novembre 2022. Le stand de l'ONU a été inauguré par le Président de la Tunisie et le Coordonnateur Résident, suivi d'activités engageantes menées par les chefs d'agence.

Diverses activités ont été organisées, dont des conférences, des jeux, des quizz, photomontage, coloriage, des live Facebook, etc. Les activités mises en œuvre lors de la foire ont impliqué des collaborations avec des partenaires gouvernementaux, des organisations de la société civile, des secteurs privé et public. Les ateliers ciblaient spécifiquement divers groupes, notamment les jeunes, les enfants, les femmes rurales, les personnes handicapées, les migrants, les réfugiés et d'autres communautés vulnérables. Le Groupe des communications des Nations Unies (UNCG) a coordonné cet événement et mis en œuvre une stratégie de communication globale pour amplifier des messages communs.

Cette initiative est une occasion pour les Nations unies d'expliquer ses mandats, d'inviter ses bénéficiaires pour témoigner de ses projets, faire connaître ses dernières publications, être en contact direct avec les experts, les partenaires, les médias etc.

## **2.5. ÉVALUATIONS ET ENSEIGNEMENTS TIRES**

La deuxième année de mise en œuvre du UNSDCF 2021-2025 a été marquée par des avancées significatives ainsi que des défis majeurs, offrant ainsi des enseignements pour les futurs travaux de l'équipe de pays des Nations Unies. L'appréciation de la performance du SNU en Tunisie pour l'année 2022 permet de conclure que la communication et le suivi et évaluation en temps réels constituent les majeurs défis rencontrés et qui peuvent être étroitement liés à la diversité des agences impliquées.

### **Communication et suivi et évaluation**

Pour renforcer l'utilisation systémique de la plateforme UN INFO, il est crucial que toutes les agences doivent activement être engagées à utiliser la plateforme. Un niveau d'engagement renforcé permettrait non seulement d'améliorer les actions de communication via cette plateforme, mais également de visualiser plus clairement la complémentarité des interventions avec les différents acteurs du développement.

## **Bonnes pratiques et apprentissage mutuel**

En plus les groupes de résultats du Plan-cadre peuvent favoriser le partage des bonnes pratiques entre les différents acteurs, renforçant ainsi la coordination, l'apprentissage mutuel et l'efficacité des interventions. Ces groupes peuvent constituer un mécanisme essentiel pour capitaliser sur les connaissances et l'expérience collective de l'Équipe-pays des Nations Unies, et pour assurer une mise en œuvre harmonieuse et fructueuse du Plan-cadre.

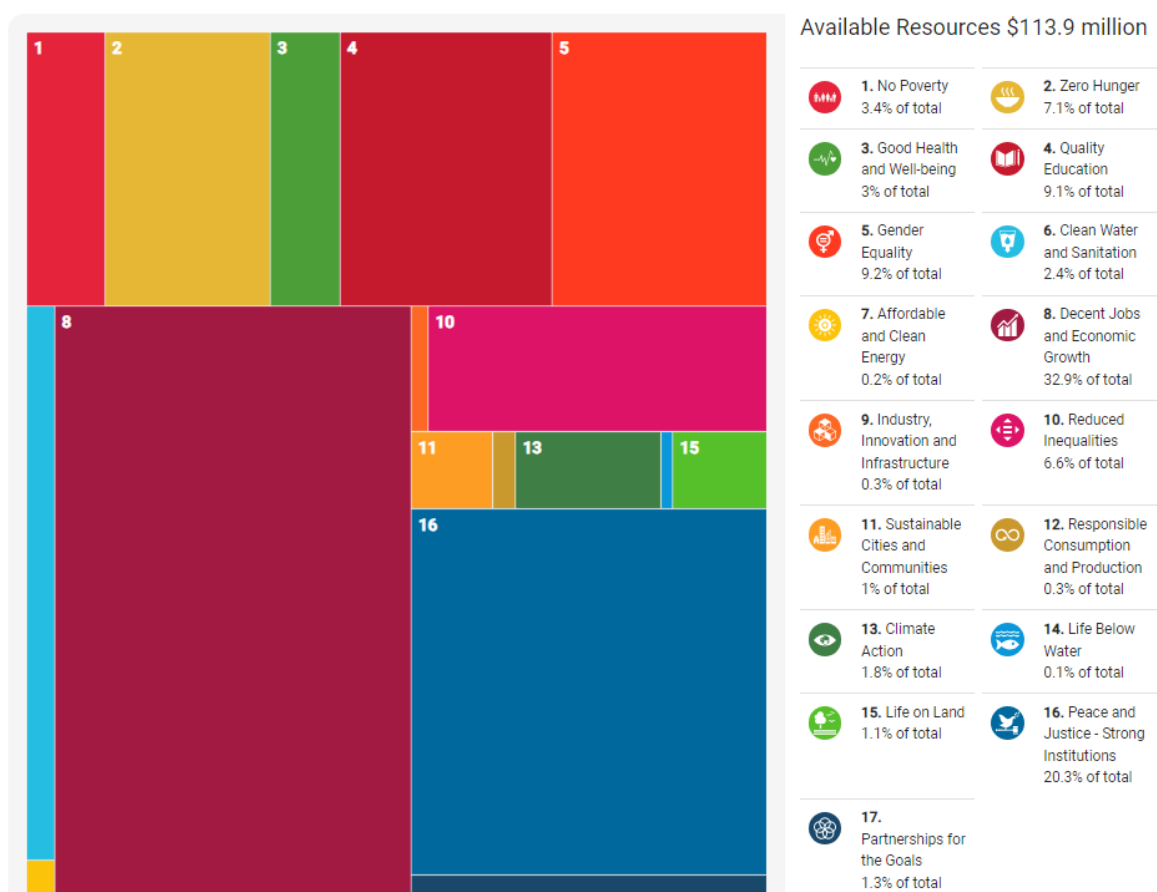
## **Cadre logique et indicateurs SMART**

Après deux années de mise en œuvre, les informations disponibles ne permettent pas l'évaluation du progrès réalisés au niveau des résultats. Afin de mieux déchiffrer la contribution de l'ONU, il est essentiel d'examiner le cadre logique et les méthodes de vérification des indicateurs.

Il est nécessaire de clarifier la distinction entre les niveaux d'effet et de produit, à la fois dans les déclarations de résultats et dans les indicateurs. Cela permettra de communiquer de manière plus claire les avancées réalisées à chaque niveau et de mieux appréhender leur impact global.

Dans cette optique, l'évaluation à mi-parcours qui sera lancé en 2023 sera une opportunité pour examiner en profondeur les indicateurs définies. Cette démarche permettra de garantir que les indicateurs sont pertinents, mesurables et étroitement liés aux niveau des résultats attendus et des produits réalisés, ce qui facilitera une évaluation précise des progrès réalisés. Cet examen renforcera le système de suivi et d'évaluation, et favorisera une meilleure transparence et une prise de décision éclairée, contribuant ainsi à l'efficacité globale de la mise en œuvre du plan de travail conjoint et à l'atteinte des objectifs fixés.

## 2.6. APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES



Malgré un contexte international difficile, fortement impacté par les suites de la pandémie de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine, le SNU a continué à bénéficier du soutien de ses partenaires afin d'appuyer le développement en Tunisie.

Ces ressources mobilisées ont été réallouées, grâce à une meilleure planification et une programmation conjointe entre les agences onusiennes avec une coordination assurée par le BCR, en prenant en considération le besoin de finaliser les processus de réformes déjà lancées mais surtout des priorités nationales qui mettent le poids sur l'emploi et l'autonomisation financières. C'est pour cela que près de 30% de ces allocations ont touché des projets, programmes ou actions qui de manière directe ou indirecte ont soutenu les efforts du gouvernement dans ce cadre.

## CHAPITRE 3 :

### PRIORITES DE L'EQUIPE DE PAYS POUR L'ANNEE PROCHAINE

L'année 2023 présentera un certain nombre de défis en termes de développement pour la Tunisie qui a été fortement touchée et impactée par le contexte international. Avec les contraintes budgétaires que le pays connaît, il sera difficile pour la Tunisie de dégager des ressources suffisantes pour appuyer le développement même si des actions ont été entreprises pour essayer de limiter le déficit budgétaire notamment en agissant sur les subventions énergétiques. Un accord avec le Fonds Monétaire Internationale est toujours en discussions et permettrait à la Tunisie de lancer certaines réformes structurelles afin de relancer l'économie.

C'est dans ce contexte que le SNU continuera à appuyer la Tunisie en renforçant ses interventions sur les priorités nationales identifiées dans le plan de développement 2023-2025. Dans ce cadre, une des priorités les plus urgentes est d'appuyer les efforts de l'Etat et des partenaires à renforcer l'emploi et développer l'autonomie financière notamment des femmes et des catégories les plus vulnérables.

Outre les projets et programmes déjà en cours, le Coordonnateur Résident s'est engagé avec la Présidence du Gouvernement Tunisien à créer un Fonds pour l'Emploi et la Jeunesse en Tunisie. Au-delà des opportunités de financement et des projets que ce fonds pourra appuyer, il sera également un outil qui se veut efficace et efficient pour une meilleure coordination entre les différents intervenants publics, privés, associatifs et de la communauté des donateurs et bailleurs de fonds.

Le travail du SNU sera, enfin, de plus en plus orienté et concentré sur l'accélération de la mise en œuvre des objectifs de développement durables. Le SDG Summit qui sera organisé au mois de septembre 2023 sera l'occasion pour la communauté internationale et pour la Tunisie de renouveler l'engagement collectif pour remettre l'Agenda 2030 au cœur des politique publique de développement.